Le FMI plaide pour des mesures d'austérité dès 2011

22/03/2010 à 21h30

Les pays développés avec des déficits publics élevés doivent commencer dès aujourd'hui à préparer leurs opinions publiques aux mesures d'austérités qui seront nécessaires à partir de l'an prochain, a estimé dimanche le numéro deux du Fonds monétaire international.

Pour le FMI, il y a urgence à préparer les opinions publiques de certains pays fortement endettés ! Les mesures de restriction qui vont devoir être prises seront inévitables à partir de l'an prochain, de quoi toucher les ménages au portefeuille, selon John Lipsky, le Directeur général adjoint du FMI.

> ***L'ampleur des ajustements sera si vaste que ces mesures inévitables risquent de se traduire par :***
>
> ***1) Un recul des allocations de santé et de retraite***
>
> ***2) Une réduction des dépenses publiques***
>
> ***3) Une hausse des impôts***

S'il est pour l'instant "*approprié*" de conserver les mesures de soutien à l'économie mis en place dans les pays développés, l'assainissement des finances publiques devra démarrer par la suite, dès 2011, **si la reprise économique suit son cours**, a encore expliqué le numéro deux du FMI…

"*Relever ce défi budgétaire est une priorité essentielle à court terme car les inquiétudes à propos de la soutenabilité en termes budgétaires pourraient entamer la confiance dans la*

reprise économique," souligne John Lipsky dans un discours préparé en vue de son intervention devant le Forum de développement de la Chine.

"*Déjà, dans plusieurs pays avec des déficits et une dette particulièrement élevés, la prime sur le risque souverain a augmenté fortement, ce qui pèse sur les pays concernés et augmente le risque d'une possible contagion…*"

La crise économique a laissé des cicatrices profondes dans les comptes budgétaires des pays les plus riches et ceux-ci seraient bien inspirés de restreindre leurs dépenses dès l'année prochaine, a déclaré dimanche le numéro deux du fond, John Lipsky, en visite à Pékin.

Lipsky, directeur général-adjoint du FMI, a rappelé que le niveau d'endettement public allait atteindre dans les prochaines années un niveau (en pourcentage du PIB) jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale. Il s'élevait dans les pays développés à 75% en 2007, et devrait atteindre 110% fin 2014, selon les projections de l'institution. Mais l'alarmisme autour de cette question est-il justifié ?

Boursorama